

**SEANCE DU BUREAU DU 25 MARS 2021  
DECISION N° 2021-038- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>1 avril 2021</b>	<p>Le vingt cinq mars deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix huit mars deux mille vingt et un.</p>
Nombre de membres : 52 En exercice : 52 Quorum : 27	<b>Membres présents en séance :</b>
Présents: 42 Excusé(s) : 6 dont pouvoir(s) : 5 Absent(s) : 4	<p><b>Présents : (42)</b>          Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA.</p>
Nombre de votants : 47	<p><b>Excusé(s) : (6)</b>          Anatole MICHEAUD, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Thierry MORISSET, Alain BOISSONNOT, Béatrice BERTRAND</p>
Secrétaire de séance :	<p><b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5)</b>          Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE à Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT à Christian GALLÉ, Béatrice BERTRAND à Sylvie PRISSET</p>
M. Pierre-Yves DOUET.	<p><b>Absent(s) : (4)</b>          Didier ROUSSEAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD</p>

**FILIÈRE BOIS - DÉPÔT DU DOSSIER DE RÉPONSE À L'APPEL À PROJETS RÉGION-FEADER "ÉLABORATION, ANIMATION ET MISE EN OEUVRE DE STRATÉGIES LOCALES DE DÉVELOPPEMENT FORESTIER" POUR FINANCER LE POSTE D'UN CHARGÉ DE MISSION FILIÈRE BOIS, EN CHARGE D'ÉLABORER LA CHARTE FORESTIÈRE DU TERRITOIRE**

Les Chartes forestières de territoire sont instituées par l'article L12 de la Loi d'orientation sur la forêt (LOF) du 9 juillet 2001, qui les présente de la manière suivante :

« Sur un territoire pertinent au regard des objectifs poursuivis, une charte forestière de territoire peut être établie afin de mener un programme d'actions pluriannuel intégrant, le cas échéant, la multifonctionnalité des forêts locales et visant :

- soit à garantir la satisfaction de demandes environnementales ou sociales particulières concernant la gestion des forêts et des espaces naturels qui leur sont connexes ;
- soit à contribuer à l'emploi et à l'aménagement rural, notamment par le renforcement des liens entre les agglomérations et les massifs forestiers ;
- soit à favoriser le regroupement technique et économique des propriétaires forestiers, la restructuration foncière ou la gestion groupée à l'échelle d'un massif forestier ;

- soit à renforcer la compétitivité de la filière de production, de récolte, de transformation et de valorisation des produits forestiers. »

Agglo. de transformation et de valorisation  
045-2006-1676-20210407-2021-038-DB-A-DE  
Date de télétransmission : 07/04/2021  
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Avec plus de 27 % de sa surface couverte par des massifs forestiers, une cinquantaine d'entreprises liées à la filière bois-forêt et de nombreuses activités de loisirs pratiquées sur ces espaces, la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire dispose d'un fort potentiel de développement pour la filière bois-forêt.

Dans le projet de territoire « Saumur Val de Loire 2028 », la filière bois est identifiée comme un levier important pour la création d'emplois sur le territoire. Le PCAET arrêté approuvé lors du Conseil de communauté du 30 janvier 2020 souligne l'importance d'une gestion durable des massifs forestiers sur le plan énergétique et environnemental. Le projet d'une Charte Forestière est alors inscrit dans le plan d'action pour concrétiser cette volonté d'agir en faveur d'une gestion durable de la ressource et de sa valorisation : Action 14.1 « Valoriser la forêt et sa gestion, améliorer les capacités de séquestration du carbone par la mise en place d'une Charte Forestière de Territoire (CFT) ». Au delà des enjeux environnementaux, la feuille de route filière bois fixée pour ce mandat met l'accent sur le soutien aux porteurs de projets innovants et sur le développement de filières locales en bois-énergie et matériaux bio-sourcés, en lien avec les actions de développement économique portées par la collectivité. C'est donc avec l'objectif de mieux valoriser le patrimoine forestier du territoire et d'optimiser son potentiel environnemental, économique et sociétal que le territoire se lance dans l'élaboration d'une Charte Forestière de Territoire.

L'élaboration d'une Charte Forestière de Territoire s'articule autour de 3 grandes étapes :

1. La réalisation d'un diagnostic partagé
2. La définition d'une feuille de route stratégique et d'un plan d'actions pluriannuel
3. La mise en œuvre du plan d'actions

Cette démarche se veut transversale et concertée, en associant tous les acteurs et partenaires concernés par les différents usages forestiers. La finalité du projet est d'aboutir à un plan d'orientations stratégiques et un plan d'actions pluriannuel partagé par les élus et par les partenaires locaux. Dans un objectif de cohérence territoriale, la démarche initiée sur le saumurois sera mise en relation durant la phase d'élaboration et lors de la mise en œuvre du plan d'action avec les actions portées par les partenaires et/ou territoires voisins sur la même thématique.

La mise en œuvre de ce projet nécessitant une animation pour réaliser le diagnostic, mobiliser les acteurs et établir la feuille de route et le plan d'actions, un chargé de mission dédié sera recruté à temps plein par la collectivité.

En parallèle, le Programme de Développement Rural Régional FEADER des Pays de la Loire (PDRR) 2014-2020 fixe comme première priorité l'objectif suivant : « Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et dans les zones rurales ». Pour décliner opérationnellement cet objectif, la mesure 16.8 du PDRR est consacrée à « l'Élaboration, animation et mise en œuvre de stratégies locales de développement forestier ». Un co-financement FEADER (80%) - Région (20%) sous forme de subvention est ouvert en ce sens, permettant de couvrir 100 % des dépenses éligibles. Ces crédits ont été prolongés pour la période de transition 2021-2022 du FEADER, permettant de prolonger l'accompagnement financier prévu dans la mesure 16.8 du PDRR.

Une demande de financement pour l'élaboration de la CFT va donc être déposée auprès de la région pour les deux premières étapes du projet (diagnostic et feuille de route-plan d'actions). L'animation pour la mise en œuvre du plan d'actions devra faire l'objet d'une nouvelle demande de financements, dans un second temps.

Cette demande de financements permettra de couvrir le poste du Chargé de mission et d'accompagner les étapes suivantes :

- Réaliser un état des lieux du territoire forestier de la collectivité : caractérisation des peuplements forestiers et de la biodiversité, cartographie des acteurs locaux, cartographie des usages de la forêt et de leurs interactions, identification des points forts et des faiblesses en amont et en aval de la filière
- Sensibiliser les élus locaux à la transversalité des enjeux liés à la filière bois-forêt
- Organiser des temps de concertation et d'échanges entre acteurs pour faciliter l'interconnaissance et l'émergence de projets communs
- Identifier le potentiel de développement de filières locales liées au bois : bois-énergie, matériaux bio-sourcés, autres usages du bois...
- Définir et mettre en œuvre une feuille de route et un programme d'actions pour gérer durablement la ressource forestière et soutenir le développement de filières locales autour du bois et ses usages.

Le plan de financement prévisionnel de ce projet s'établit comme suit :

DÉPENSES	Montant total	RECETTES	Montant total	% du total
Poste de chargé de mission pour 1 an à temps plein	45000€	Subvention FEADER	43800€	80%
Frais de structure	6750€	Subvention Région	10950€	20%
Communication	3000€			
<b>TOTAL</b>	<b>54750€</b>	<b>TOTAL</b>	<b>54750€</b>	

Accusé de réception en préfecture  
049-2000000000-2021-03878-B  
Date de télétransmission : 07/04/2021  
Date de réception en préfecture : 07/04/2021

**Aussi, :**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président et au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

**Considérant l'exposé ci-dessus,**

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,**

- **D'APPROUVER** l'élaboration d'une charte forestière pour le territoire de Saumur Val de Loire ;
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel du projet de charte forestière ;
- **De SOLLICITER** la Région des Pays de la Loire au titre du Programme de Développement Rural Régional FEADER des Pays de la Loire (PDRR) :
  - \* une subvention au titre de FEADER d'un montant de 43 800 € représentant 80 % de la demande prévisionnelle
  - \* une subvention au titre de la Région d'un montant de 10 950 € représentant 20 % de la demande prévisionnelle
- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer les actes à intervenir, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 47 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021 Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	7. Finances locales	7.10 Divers 7.10.6 Autres
-------------------	---------------------	---------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*